

**Charte pour un
enseignement à la hauteur
de l'urgence écologique**



Mardi 21 novembre

Madame Françoise Bertieaux
Ministre francophone de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse,
des Maisons de Justice, de la Promotion de Bruxelles

Madame la Ministre,

Nous fonçons toujours droit dans le mur, et à grande vitesse, alors que les appels des scientifiques sont de plus en plus nombreux et alarmistes.

Beaucoup comptent sur l'enseignement supérieur pour éveiller les consciences, dégager des solutions et éduquer à la construction d'un monde durable.

Conscient·es des crises en cours et de l'avenir incertain qui sera le leur, nos étudiant·es réclament un enseignement à la hauteur, capable de les préparer au mieux et de préserver l'habitabilité de la Terre. Alors que tous et toutes devraient être formé·es aux enjeux climatiques et environnementaux, l'offre actuelle de cours et de formations sur ces questions est clairement insuffisante, limitée et trop souvent cloisonnée à certaines disciplines (selon l'association « The Shifters », seuls 12,5 % des masters universitaires et 6 % des formations des hautes écoles abordent ces sujets).

Notre communauté nous interpelle face au manque de réaction de la société. Comment ne pas perdre confiance et rester mobilisés ?

Les défis sont nombreux et urgents, notre responsabilité est grande.

Dès l'élaboration des douze points de la charte <https://charteenseignantsecologie.be/>, ces questions et le rôle essentiel de l'enseignement supérieur ont été au cœur de nos réflexions.

Madame la Ministre, le collectif pour un enseignement à la hauteur de l'urgence écologique souhaite porter spécifiquement à votre attention, en tant que ministre de l'enseignement supérieur, les points ci-dessous. Ceux-ci pourront être approfondis lors d'une rencontre que nous espérons avoir avec vous.

1. Le travail et les efforts à réaliser au sein de chaque établissement d'enseignement et à l'intérieur de chaque cours seront conséquents mais ils ouvrent aussi des opportunités. De nombreux chantiers qui restent à multiplier et à approfondir ont déjà commencé ; nous espérons un **message fort de votre part** qui inviterait explicitement chaque établissement, leur direction et chaque enseignant·e à y participer.
 - Un message **qui préciserait les missions** de l'enseignement dans le contexte actuel et encouragerait les institutions à reconsidérer leur offre de formations, les différentes facultés à repenser leurs programmes et tous les enseignant·es à revoir leurs cours et leurs pratiques pédagogiques, à travers le prisme des enjeux écologiques et sociétaux d'aujourd'hui.
 - Un message **qui motiverait** en rappelant aussi que beaucoup de solutions décrites dans les rapports du GIEC et de l'IPBES (auxquels ont participé plusieurs de nos chercheurs) sont communes et que leurs applications permettraient en outre de résoudre d'autres problèmes sociétaux.
 - Un message **qui appellerait également à une collaboration élargie** entre enseignant·es et établissements et avec d'autres acteurs de la société ... afin que les idées et efforts des uns puissent inspirer et soutenir les autres.
2. **Une priorité réside dans la formation et la responsabilisation de l'ensemble du personnel éducatif aux questions écologiques.** Les directions et enseignant·es du supérieur ne font pas exception à la règle, une grande partie d'entre eux n'est pas suffisamment consciente des enjeux écologiques et sociétaux pour y répondre correctement. Cette lacune est grave et paradoxale alors que les outils de sensibilisation existent (fresques, ateliers, MOOC's, documentaires, animations...) et que nos universités peuvent s'enorgueillir de compter en leurs rangs de nombreux experts de notoriété internationale sur ces questions. L'épidémie de COVID a mis à l'arrêt notre société et notre enseignement pendant des mois. L'urgence d'aujourd'hui, qui menace tout autant et aussi directement l'avenir de nos enfants, justifie amplement le temps qui devrait être consacré à la formation nécessaire et indispensable des directions et enseignant·es. Votre impulsion permettra d'organiser cela plus facilement.
3. Le chantier de la transition dans l'enseignement supérieur est en train de se déployer dans nos universités et hautes écoles avec une volonté, un rythme et des moyens qui varient fortement d'un établissement à l'autre. Si certains établissements peuvent s'appuyer sur un collectif de personnes déjà organisé et avec des responsabilités partagées, dans d'autres tout est encore à construire. Quels qu'ils soient, on constate qu'un **investissement bénévole** y est malheureusement **trop souvent sollicité** au risque d'épuiser les bonnes volontés et de ne pas avoir un résultat à la hauteur de l'urgence.
4. Conscients qu'un budget important a été dégagé par les Ministres Philippe Henry et Céline Tellier pour accélérer en Wallonie la transition de l'enseignement supérieur vers un développement durable, que l'ARES a été missionnée pour coordonner les projets DD, notamment celui de l'élaboration des plans de transition, et qu'il s'agit d'une avancée qui

doit être saluée, **notre crainte est que les ¼ ou ½ ETP prévus pour les coordinateurs DD des Hautes Écoles ne soient pas suffisants tant l'ampleur de la tâche est immense.**

Les coordinateurs DD devraient en effet remplir deux types de missions très différentes : l'éco-gestion et l'accompagnement pédagogique des équipes et des étudiants. Ces missions nécessitent des compétences bien spécifiques et distinctes ; est-il raisonnable de les confier à une même personne ?

- D'une part, un **volet très technique** réside dans l'indispensable diagnostic des performances environnementales et en la réduction des impacts carbone et écologique des établissements. Ces derniers se doivent d'être en cohérence avec le discours sur la transition écologique en s'engageant dans des modes de gestion plus durable. Des travaux d'ampleur sont à mener en s'appuyant sur la participation des étudiants, professeurs et équipes de maintenance.
- D'autre part, pour le **volet d'accompagnement pédagogique**, visant a minima l'intégration des enjeux environnementaux dans les cursus, idéalement la transformation en profondeur des enseignements à la hauteur des enjeux socio-écologiques, il sera indispensable d'aider les coordinateurs à accompagner leurs collègues qu'il faut à la fois sensibiliser, informer, former et motiver aux changements. Un vaste chantier !

5. Les coordinateurs DD parviendront-ils à motiver et **accompagner les équipes pédagogiques dans la dynamique des changements nécessaires** et dans une optique de former pour agir ?

- Ils auront vraisemblablement **besoin de renforts humains**.

Le RIDée et Bruxelles Environnement sont des partenaires de choix qu'il faut associer au monde académique au même titre que le Réseau des Profs en Transition (ResPeT) qui a vu le jour dans la foulée d'un projet de recherche financé par une bourse FRHE et dont les activités ont été soutenues à deux reprises par la bourse DD de l'ARES.

Un tel accompagnement pédagogique entre pairs et qui associe diverses asbl de terrain avec une expertise reconnue permettrait de fédérer les énergies et de créer un réseau efficace et rassurant. Il pourra également s'appuyer sur les expériences d'initiatives pionnières à l'étranger comme le Campus de la Transition en France ou le Schumacher College en Angleterre.

- Les coordinateurs DD auront également **besoin du soutien de la recherche en ErE-EDD** pour renforcer leur expertise et leur légitimité avec leurs collègues.

Nous pensons particulièrement à des projets de recherche-action participative et en design pédagogique qui rassembleraient des Universités, des Hautes Écoles et des associations en ErE-EDD. Cela permettrait d'accompagner les acteurs associatifs et les enseignant·es ressentant le besoin de se professionnaliser, de prendre du recul et de nourrir leur réflexion afin de faire évoluer leurs pratiques et d'évaluer leur efficacité.

La création d'une chaire académique qui soutient la recherche en ErE-EDD et qui vise à associer de nombreux acteurs et à croiser des disciplines de sciences

humaines telles que l'éducation, la pédagogie, la psycho-pédagogie, la psychologie, la psycho-sociologie, la sociologie, la philosophie, avec les domaines de l'environnement et des sciences nous semble une excellente initiative. Nous y voyons aussi l'occasion de créer des collaborations avec l'international.

6. Il faudra repenser certaines filières, créer de nouveaux cours, en modifier de nombreux au regard des enjeux et des compétences à développer... **Il n'y a pas un domaine de formation qui n'est pas concerné par les questions écologiques.** L'écologie doit être idéalement intégrée au sein de chaque cours et traitée de manière interdisciplinaire, nécessitant la création d'Unités d'Enseignement transversales.
7. Il sera nécessaire de **réexaminer les méthodes d'enseignement et les pratiques pédagogiques.** Ainsi, le défi actuel n'est pas seulement de transmettre des savoirs sur les enjeux socio-environnementaux mais de **développer l'écocitoyenneté**, c'est-à-dire une relation solidaire et responsable vis-à-vis du vivant. Les compétences nécessaires à la transition socio-écologique et souvent associées à l'ErE-DD (approche systémique, analyse complexe et critique, vision prospective et éthique...) sont peu travaillées dans les programmes de formation actuels. Conscients de ce problème, de nombreux enseignants et institutions s'ouvrent à des pédagogies innovantes. Ces approches sont cependant difficiles à pérenniser et déployer avec les contraintes liées à l'enseignement supérieur. Une réflexion approfondie devrait être menée pour identifier et lever les freins institutionnels au déploiement des innovations pédagogiques prometteuses. A titre d'exemple, la proposition qui est faite à certain-es étudiant-es de mener à bien un projet citoyen et de le valoriser dans une UE est une excellente façon d'ouvrir nos établissements au monde extérieur.
8. De manière assez générale, les acteurs et actrices de l'enseignement supérieur déplorent le **peu d'occasions** matérielles dans leurs horaires et calendriers **de collaborer** avec leurs homologues **et de se former**, alors qu'il s'agit des conditions essentielles d'émulation et de soutien nécessaires à l'intégration de la transition socio-écologique dans tous les cursus de l'enseignement supérieur. **Si nous voulons que les enseignant-es innover et retravaillent leurs cours, il faut leur en donner les moyens.**
9. Face aux évolutions rapides des enjeux auxquels la société et l'école sont confrontées, la **réforme de la formation initiale des enseignant-es** semble insuffisamment ambitieuse et explicite sur les questions écologiques alors même que la formation des futur-es enseignant-es est un pilier central de la transition par son effet démultiplicateur.
 - Il nous faut sensibiliser les étudiant-es, futur-es enseignant-es, aux enjeux climatiques et environnementaux et les former à éduquer à l'environnement en s'appuyant sur les nouveaux référentiels et des projets concrets, mais aussi **ouvrir leur formation aux activités extérieures, aux enjeux démocratiques et à l'accueil des émotions** liées aux crises environnementales et à leurs conséquences.
 - Développer des **partenariats entre l'ARES et l'Accord de Coopération ErE DD** permettrait de garantir l'ancrage de la transition écologique dans la formation initiale des enseignant-es.

- Intégrer l'**ErE** comme **éducation transversale**, au même titre que l'éducation aux médias et l'EVRAS, est pour nous une piste intéressante.
- Les **partenariats** entre les institutions de formation des **futur.es enseignant.es et les associations d'ErE** doivent être soutenus. Ils permettront aux étudiant·es qui se préparent à enseigner de vivre des activités d'ErE et de les analyser, et de découvrir les outils et ressources existants. À travers ces partenariats, les enseignant·es trouveront également un soutien précieux et bienvenu pour l'accompagnement et l'encadrement des projets, des stages et des mémoires.

10. Pour mieux accompagner les jeunes dans le choix d'un métier porteur d'avenir, il est pertinent d'**associer les acteurs de l'orientation** aux questionnements qui traversent l'enseignement aujourd'hui devant la gravité des problèmes socio-environnementaux.

11. Enfin, dans les **missions de services à la société** de l'enseignement supérieur, il y a de nombreuses synergies à poursuivre et développer avec les pouvoirs locaux et les projets citoyens pour aider notre société dans sa transition socio-écologique. Il y a également une mission cruciale d'information (lucide, scientifique et mobilisatrice) aux citoyens et auprès de l'enseignement obligatoire que l'enseignement supérieur pourrait soutenir davantage.

Toutes ces démarches devraient être complémentaires et se nourrir les unes des autres.

Face aux incertitudes à venir, il nous paraît essentiel de continuer à explorer les meilleures pistes et à collaborer toutes et tous ensemble dans la recherche et la mise en œuvre de solutions. Aussi, nous renouvelons notre invitation à en discuter avec vous ou vos représentant·es tant les échanges avec vos homologues se sont montrés très riches.

Dans l'espoir d'une réponse positive, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux et dévoués,

Pour le collectif Pour un Enseignement à la Hauteur de l'Urgence Ecologique
Gaëtane Coppens
coppensgaetane@gmail.com
0475 518051